

Les violences sexistes dans les milieux militants qui se revendiquent anti-sexistes et anti-autoritaires.

Sortie d'une brochure par le collectif SOUS LE TAPIS LE PAVE

De la remarque insistante en soirée à une agressivité latente, d'un machisme gentiment étouffant à une main au cul, les violences sexistes sont multiples et prennent plusieurs formes. Elles se cachent et se déchaînent aussi dans l'intimité, au sein des couples.

COMMENT PARLER DE CES VIOLENCES DANS NOS MILIEUX ?

Comment dire : mon copain m'enferme, me bat, m'insulte, oui mon copain, qui est aussi votre pote, avec qui vous militez depuis des années... Vivre et militer ensemble, cela crée des liens particuliers, avec des codes et des principes tacites.

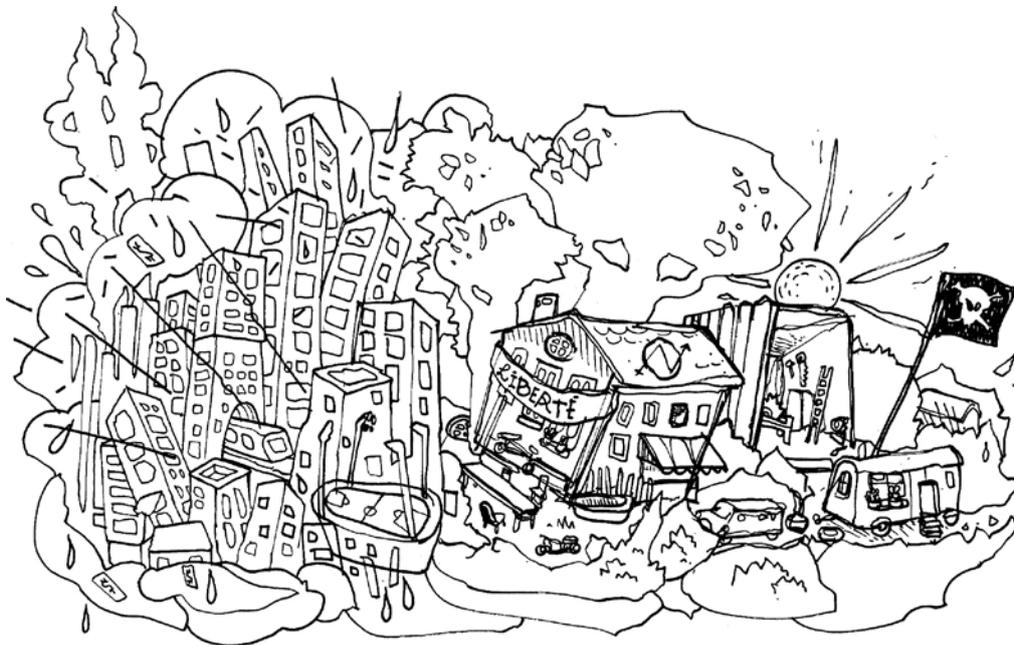
Que faire quand on apprend telle ou telle histoire sordide, qu'on reçoit telle ou telle confidence ?

QUE FAIRE EN COLLECTIF ?

Nous voulons que le sujet des violences sexistes dans nos milieux ne soit plus un tabou, un sujet négligé, dont les femmes parlent entre elles en sourdine, comme si elles étaient, somme toute, les seules concernées.

Pour nous ces violences ne sont pas des histoires de « vie privée », elles résultent d'une société sexiste où règne des rapports de domination : ces violences sont des actes de contrôle récurrents sur les femmes.

On parle toujours des femmes victimes de violence, comme si leur seul rôle à jouer était passif. Pour nous, les femmes résistent > suite page 2 >



PRENONS LA RUE AVANT QU'ON NOUS Y JETTE!

Nous sommes venu-e-s à cette manifestation pour le «droit au logement», parce qu'on pense qu'il y a un vrai problème lié au logement à l'époque actuelle;

parce qu'on en a marre de voir des gens se faire virer des chez eux sous prétexte de rénovation ou de reconstruction, dans le seul but de rapporter plus de profits;

parce qu'on en a marre de galérer au travail pour payer des loyers, qui sont calculés on ne sait comment, à de riches propriétaires qui n'ont aucun scrupule à jouer avec nos vies;

parce qu'on en a marre de ne pas trouver de logement sous prétexte d'un revenu trop bas, d'une situation instable, d'une origine étrangère, d'un acte de poursuite en trop ou simplement d'une gueule qui ne leur revient pas;

parce qu'on en a marre de cette ville aseptisée et grise, où l'on voit des caméras, des appartements haut-standing et des parkings pousser comme des champignons, à la place des quartiers populaires;

parce qu'on en a marre d'être entassé.e.s comme des poulets en batterie dans des immeubles de 15 étages excentrés de la ville;

parce qu'on en a marre de lire que des personnes sont décédées sans qu'aucun.e voisin.e ne s'en rende compte avant de sentir l'odeur de leur corps en décomposition;

parce qu'on en a marre que des gens dorment dans la rue, sans que la société ne leur offre une solution durable;

parce qu'on en a marre de voir des bâtiments énormes vides, ou pleins de bureaux inutiles et de boutiques de luxe, où des gens pourraient y vivre;

parce qu'on en a marre de voir des politiciens véreux, de tous bords, s'accaparer des luttes réelles qui nous concernent pour honorer leur carrière politique.

Souvent dans l'histoire, des gens ont réussi à résister à ces oppressions, comme par exemple dans les années 70 quand les locataires décidaient eux-mêmes de réduire leur loyer en Italie, ou lors des grèves de loyer à Genève. Ou dans la même ville, le quartier des Grottes qui tient en échec depuis 40 ans les plans d'urbanisme et de destruction des habitations, créant un quartier vivant et populaire avec plusieurs coopératives d'habitant-e-s comme à l'Ilot 13. A Lausanne aussi, > suite page 2 >

l'îlot Riponne-Tunnel résista à des tentatives d'expulsions et de hausse des loyers. Les squats, eux, font vivre des maisons abandonnées à la spéculation, bravant les lois de la propriété privée tout en créant des communautés de vie. Aux Prés-de-Vidy, l'occupation des anciens jardins familiaux a permis à une cinquantaine de sans-abri de se loger durant un hiver, avant que la Ville de Lausanne ne détruise leurs habitations. A Dijon, l'on occupe des maisons vides avec des sans-papiers et des requérant.e.s d'asile sans logement.

C'est pour tout cela que nous n'avons plus l'envie de nous laisser faire et que nous pensons qu'il est temps de nous organiser entre locataires, squatters, habitant.e-s des quartiers et sans-abris, pour que les choses changent;

parce que nous voulons que les habitant.e.s prennent le contrôle de leur loyer, de leurs lieux de vie et de leur avenir;

parce que nous voulons que les gens recommencent à se parler et à ne plus avoir peur de ceux qui les entourent;

parce que nous pensons qu'uni.e-s, nous avons

de bons moyens de pression sur les propriétaires de nos habitats et que pour réussir nous n'avons pas besoin de représentant.e-s politiques.

Qu'attendons-nous pour en parler à nos voisin.e-s, pour nous rassembler et décider de ce que nous voulons ?

LES MAISONS A CELLES ET CEUX QUI LES HABITENT!

Des gens qui s'organisent

BROCHURE (SUITE)



Sous le tapis le pavé

Les violences sexistes
dans les milieux militants
qui se revendiquent
anti-sexistes et
anti-autoritaires.

à ces violences, chaque jour, en tout lieu, dans la rue et dans leur maison. Nous voulons parler de femmes résistantes.

Des témoignages de femmes qui ont vécu, directement ou indirectement, des violences sexistes ont été récoltés par le collectif non-mixte femmes-trans SOUS LE TAPIS LE PAVÉ suite à un travail en commun entre 2011 et 2012. Ces textes sont réunis dans une brochure disponible à l'infokiosk de l'espace autogéré ou téléchargeable sur www.espaceautogere.squat.net.

En parallèle à la sortie de cette brochure, une exposition a eu lieu à l'espace autogéré de Lausanne du 27 septembre au 5 octobre 2012. Elle réunit des contributions artistiques de femmes. L'exposition se veut itinérante, elle est disponible pour être présentée dans d'autres lieux.

Pour nous contacter:
lafurie.collective@immerda.ch

Collectif Sous le tapis le pavé

Colloque international des recherches féministes francophones

Suite à la diffusion du tract du collectif «Les Pires» (ci-dessous) au fil de la première journée du Congrès, une quarantaine de personnes (venues pour le Congrès de divers horizons) se sont retrouvées en début de soirée et ont décidé d'aller interrompre le discours de Jacqueline De Quattro lors de la soirée d'ouverture. Le groupe a investi le hall où se tenait la cérémonie en applaudissant ironiquement afin de couvrir les propos de la Conseillère d'Etat. Celle-ci a déserté le micro et s'en est allée avant de terminer son allocution. Des personnes du groupe ont alors pris le micro et lu le tract des Pires, non sans que des organisatrices du Congrès aient tenté au préalable de les en empêcher. Le groupe s'est ensuite réuni en assemblée à la Cafeteria autogérée permanente (CAP) pour discuter collectivement de la critique adressée au Congrès.

Une personne qui a participé à l'action

Un congrès qui parle d'imbrication des rapports de pouvoir – discriminations et privilèges de genre, de race, de classe, de sexualité –, qui souhaite «faire interagir des recherches provenant de tous les pays francophones, issues des universités, des mouvements et des groupes d'intervention féministes», ça donne envie, mais...

Le prix d'inscription à ce colloque, y compris pour les personnes qui viennent présenter le fruit de leur travail, est fixé à 300 CHF. Sur preuve de sa précarité, et non de sa bonne foi, il est possible d'obtenir un soutien: ça vous rappelle le fonctionnement des services socio-étatiques?

Certes, mais ce n'est pas si compliqué: il suffit de prouver qu'une institution ne peut pas payer. Sans preuve, vous pourrez assister aux conférences en auditrice libre sans rien déboursier. Vous pourrez manger votre sandwich-maison avec les autres précaires, mais serez ainsi privée du miel du colloque: le réseautage. Vous avez dit reproduction des élites?

Grâce au soutien de l'Etat, même si vous n'êtes pas bien dotée financièrement, vous aurez le plaisir de participer à deux activités: une croisière sur le lac et une virée dans les montagnes. On regrette l'absence de la visite d'une fabrique de chocolat Nestlé, afin de parfaire ce tableau nationaliste. Réfléchir aux privilèges de classe, de race et de sexe en renforçant les stéréotypes dominants, c'est ça l'imbrication?

Ces réjouissances seront par ailleurs une occasion de reproduction du monde académique, car pour toute personne hors de la tour d'ivoire universi-

taire, assister à un congrès durant la semaine peut représenter un manque à gagner.

Tour d'ivoire certes, mais indépendante. N'y voyez aucune contradiction avec l'ouverture du congrès par des représentantes étatiques, dont les politiques s'attèlent à rendre la formation plus élitiste, à redistribuer l'argent des pauvres aux riches et à assurer une bonne dose de sexisme dans ses institutions, notamment en couvrant des harceleurs sexuels. Clou de la soirée d'ouverture: une représentante des politiques sécuritaires (Jacqueline De Quattro, Département de la sécurité et de l'environnement) viendra dire quelques mots. Parlera-t-elle de la dernière brochure sexiste de la police, des contrôles au faciès, des conditions «trop attractives» de la politique d'asile suisse ou de sa dernière croisade contre les Roms-Romnias? Audre Lorde aurait apprécié.

Un des points forts des luttes féministes est la réflexion sur les pratiques. Les féminismes dominés sont les premiers à avoir interrogé le racisme, la classe et la norme hétérosexuelle. Ces féminismes sont issus de mouvements militants. Un Congrès qui veut aborder l'imbrication de rapports de domination, mais qui reproduit diverses formes d'exclusion et de discrimination, participe de la réappropriation des luttes. Faire une croisière sur le lac ou donner la parole aux responsables de la répression n'est pas une fatalité, c'est un choix politique. Pourquoi est-ce inimaginable de faire autrement? Certainement quelque chose à voir avec l'institutionnalisation du féminisme.

Les pires, collectif féministe (Lausanne)

Périple carcéral de Marco Camenisch

Marco Camenisch a commencé son engagement politique dans une perspective anarchiste vers la fin des années 1970, en participant à la lutte anti-nucléaire en Suisse. Début 1980, il est arrêté suite à deux attentats à l'explosif et condamné à 10 ans de prison ferme. En 1981, il s'évade, et après 10 ans de cavale il est arrêté à nouveau par les flics italiens et accusé d'autres sabotages, ainsi que d'avoir blessé un policier. En 2002, après 10 ans de taule en Italie, il est extradé en Suisse, et il passe en procès pour le meurtre d'un douanier, accusation que Marco a toujours nié.

En mai 2012, il aurait pu obtenir une réduction de peine et enfin sortir en ayant purgé les 2/3 de sa peine. Cependant la demande a été rejetée, l'état suisse continue son acharnement sur cet indésirable.

Les motivations de ce refus sont particulièrement dégueulasses. La commission, ne pouvant nullement s'appuyer sur des raisons de mauvaise conduite, se base sur une nouvelle rhétorique de « réinsertion sociale ». Ce qui est contesté c'est d'un côté sa personne, ses idées politiques, son absence de regret, et de l'autre son potentiel de dangerosité envers cette société. Au delà de la gravité même de cette décision, ce sont les affirmations finales du texte des motivations qui amènent des nouveautés encore plus horribles.

On peut y lire l'envie de soumettre Marco à partir du 8 mai 2018, jour de sa libération, à l'enfermement administratif et sécuritaire (art. 65 § 2 CP).

Dans les dernières années, en Suisse on assiste de plus en plus à un important changement idéologique et pratique du modèle et de la signification de l'emprisonnement. Le discours « à un délit doit correspondre un châtement de même portée », a



désormais laissé la place à une vision de la prison comme outil de réinsertion, de correction, et si ça ne suffit pas d'exclusion définitive.

La prison devient donc perpétuelle. L'état peut finalement décider de manière complètement arbitraire qui et pour combien de temps il veut emprisonner.

Concrètement, cette possibilité devient réalité grâce à toute une série de changements du code pénal. Sous le nom d'enfermement administratif et sécuritaire, ou de mesures thérapeutiques institutionnelles, toujours plus de personnes en Suisse perdent leur autonomie et liberté, et cela pour toute leur vie. Désormais pour n'importe quel délit où il y a n'importe quel type de violence envers des personnes ou des biens, une commission de psychiatres, sociologues, membres des structures pénitentiaires (etc.) peut juger le cas, et décider si la personne est prête ou pas à être libérée.

**LIBERTÉ POUR MARCO.
VENGEANCE POUR SKANDER VOGT.
SOLIDARITÉ POUR LE REVOLTÉ DE L'ACTION
DEVANT LE SIEGE PENITENTIAIRE VAUDOIS A
PENTHALAZ
LIBERTÉ POUR TOUTES LES PRISONNIERES
ET TOUS LES PRISONNIERS.**

Groupe Anti-carcéral

TILLEULS RE-OCUPE!

Le 11 juillet 2012 dernier, entre deux rondes de securitas, nous avons occupé la Ferme des Tilleuls à Renens, placé sous (fébrile) surveillance depuis le départ des anciens occupants le 1^{er} juillet. La municipalité de Renens, propriétaire depuis 2009, nous a d'emblée fait savoir qu'elle souhaitait «jouir de son bien-fonds». Car il s'agissait selon eux de pouvoir disposer des lieux afin de pouvoir préparer un projet de musée, en collaboration avec l'association «Un autre regard», un musée à vocation pluridisciplinaire, à la croisée des arts,...

Selon la municipalité, il était nécessaire de pouvoir disposer des lieux pour se balader tranquillement dans leur bâtiment, envoyer des architectes et des ingénieurs, peut-être y mettre un peu d'archives, enfin, se sentir chez soi sans être dérangé par quiconque. Raisons pour lesquelles ils avaient demandé aux ancien-es-s occupant-e-s de s'en aller.

Notons qu'à l'heure actuelle, le projet de musée se trouve dans sa phase d'étude; pour ainsi dire, il y a encore bien du pain sur la planche... Marie-Huguenin, syndique de Renens, a d'ailleurs affirmé publiquement que l'étude ne pourra pas être soumise au conseil communal avant juin 2013. Par ailleurs, l'estimation des coûts pour la réalisation du musée avoisine les 8 millions de francs, et il faut encore les trouver.

La municipalité, après avoir portée plainte contre nous pour violation de domicile et dommages à la propriété, nous a demandé de partir le lundi 3 septembre. Pas de nouvelles de leur part depuis...

Au 52 rue de Lausanne, nous y sommes et nous y resterons, et cela jusqu'à ce que débutent réellement les travaux! Prochain rendez-vous, le mercredi 17 octobre à 19h pour une soirée lectures. Apportez des textes et venez les lire, toutes langues confondues.

Occupons les espaces vides! Les maisons à celles et ceux qui les font vivre!

Collectif La Louve

Compte rendu de la manif' de Frambois

Nous avons donné rendez-vous à midi et demie lundi 2 juillet 2012 à l'aéroport de Genève pour dénoncer la détention administrative et les renvois forcés que subissent des centaines de migrant-e-s en Suisse. La manif' faisait écho à l'étape finale de la marche européenne des sans-papiers.

Environ 200 personnes – pas mal pour un lundi après-midi! – ont défilé en scandant des slogans contre l'Europe-forteresse et la répression, tels que: «Libérez tous les sans-papiers», «Mur par mur, pierre par pierre, détruisons tous les centres de rétention», «Les papiers au feu, les flics au milieu» ou «expulsons tous les policiers»... La sono arrive en renfort quelques minutes après le rassemblement et rythme le cortège au son du rap et du reggae. Les flics, présents et bien visibles, surveillent les manifestant-e-s qui marchent compact-e-s et déterminé-e-s derrière des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «Stop renvois, fermons Frambois», «Des papiers pour tous ou pas de papiers du tout», «Les papiers ça brûle».

La marche se dirige vers Vernier pour faire une halte devant le centre des requérant-e-s d'asile des Tattes, puis, après une prise de parole de solidarité, elle continue sa

route vers Frambois. Des tracts sont distribués tout au long de la marche.

A quelques centaines de mètres du centre de Frambois, nous nous heurtons à un barrage de policiers munis de leur équipement anti-émeute. Bien déterminé-e-s à pique-niquer devant le centre, nous exprimons clairement notre volonté de passer. La police pour toute réponse n'a pas hésité à faire usage de spray au poivre, pulvérisé à quelques centimètres des visages des manifestant-e-s, les forçant à reculer. Toujours calmes, les manifestant-e-s ont pris soin de s'éloigner en retant groupé-e-s. Au vu de la violence de l'agression policière et du produit utilisé, les plus touché-e-s par le gaz ont eu besoin de plusieurs dizaines de minutes avant de pouvoir marcher à nouveau. Le chemin du retour s'est encore fait au rythme de quelques slogans et chansons.

Ensuite nous avons regagné le centre-ville toutes ensembles et puis nous nous sommes dispersé-e-s.

Aucune arrestation n'est à déplorer. Une bonne journée de lutte pour abolir les frontières et ce monde de galères.

Quant à Frambois, on lâche rien, ce n'est qu'un début.

Collectif Action Frambois

LA BIBLIOTHÈQUE DU CIRA A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Depuis plus de 50 ans, le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) recueille des documents sur l'histoire et l'actualité du mouvement et des idées anarchistes. Il y a 5 ans, le CIRA sollicitait ses sympathisant-e-s pour sauver ses locaux à Lausanne. Aujourd'hui, nous relançons un appel pour garantir le fonctionnement courant de la bibliothèque, qui s'appuie en très large part sur des contributions bénévoles. L'augmentation du nombre de cotisant-e-s (40 CHF/an ; soutien 100 CHF) nous semble la solution la plus fidèle à l'esprit associatif pour garantir une certaine stabilité tout en restant indépendant des institutions. Merci de votre soutien!

L'appel complet est disponible en français, allemand, italien et anglais sur place au CIRA, ou en ligne sur www.cira.ch/actualite

Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA)
Avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne – Suisse
info@cira.ch - www.cira.ch

compte 12-17750-1 Postfinance
IBAN CH28 0900 0000 1201 7750 1
BIC POFICHBEXXX

- OCTOBRE
- JE 11 | ESPACE AUTOGÉRÉ
- 22h, concert de Bettycioppo
- SA 13
- rendez-vous derrière le collège de Béthusy à 14h pour un cours de sistema
- SA 13 | LAITERIE
- dès 17h, fête de l'automne dans la rue
- ME 17 | TILLEULS
- 19h, lectures
- JE 18 | ESPACE AUTOGÉRÉ
- 20h bouffe soutien + projection du documentaire MUJERES EN JUNTA «Un regard sur les luttes du Comité des femmes d'Inza (Colombie)»
- VE 19 | COPPET
- bal folk costumé dégénéré dégénérée. stage de danse
- 18h, bouffe 20h, concerts
- 21h vieille branche, allerwelt et à l'ouest - folk acoustique
- SA 20 | LA GRELE
- 15h-17h, inauguration de l'infokiosk, discussion à par-

tir de la brochure "saut dans l'inconnu: réflexion pour une perspective anarchiste au coeur de la pacification", 21 h fiesta pour les 1 an de la maison

DI 21 | ESPACE AUTOGÉRÉ

concerts: sabot - teledentente666 - mr. marcaille

MA 23 | LA GRELE

20h, projections d'épisodes de strip-tease.

ME 24 | TURBOMONGOLS

14h, après-midi peinture et goûter canadien, (ouverts aux enfants bien sur!) + 21h projections des films "fils du requin", Agnès Merlet, 1993 + "le bal des chattes sauvages" de Veronika Minder, 2005

JE 25 | ESPACE AUTOGÉRÉ

20h, bouffe+discussion sur les envies d'un nouvel infokiosk

SA 27 | ESPACE AUTOGÉRÉ

22h, concerts: pand'or + la gale + swiftglad

DI 28 | DEZERT

20h, concerts



ACTIVITÉS

- POTAGE DE PLOMBS' - bouffe pop végétarienne-lienne, tous les jeudi à 20H. ESPACE AUTOGÉRÉ
- Atelier vélo La Rustine tous les mercredi à la Grêle, 15h à 20h.
- Cours d'espagnol chaque lundi à 18h30 au TurboMongols.

ADRESSES

TILLEULS: rue de lausanne 52, 1020 RENENS

COPPET: route suisse 54, COPPET

LA GRELE: avenue de france 63, LOZ

TURBOMONGOLS: rue schnetzler 1, LOZ

ESPACE AUTOGÉRÉ: césar-roux 30, Loz

LAITERIE: marterey 23 Loz

Soirée de soutien organisée par le collectif! CLAME!

MUJERES EN JUNTA

«Un regard sur les luttes du Comité des femmes d'Inza (Colombie)»

jeudi 18 octobre 2012, 20h bouffe pop' + 20h30 projection & débat en présence des réalisateur/réalisatrice à l'espace autogéré de Lausanne

Mujeres en junta – Un regard sur les luttes du comité des femmes d'Inza en Colombie.

Dans la municipalité d'Inza et dans un contexte rural et traditionnellement machiste, les femmes s'organisent depuis plus de dix ans. Elles luttent pour la souveraineté alimentaire, mais aussi pour faire reconnaître leurs droits et gagner en autonomie.

A travers le regard de plusieurs d'entre elles, ce documentaire retrace leur histoire, en particulier leur dernière campagne contre les violences domestiques démarrée en 2009. Il tente de montrer

comment les femmes du comité ont élaboré une pensée féministe à partir de leur vécu ; comment elles ont mis sur pied, notamment grâce à l'autoformation, des projets directement liés à la réalité des femmes paysannes; comment elles ont peu à peu réussi à gagner la confiance de leurs camarades de lutte et de vie, à les convaincre de l'importance de leurs activités pour l'ensemble de la communauté. Et comment, malgré les changements concrets et positifs que leur travail a engendré, ces acquis récents restent fragiles, nécessitant toute la force et la détermination dont les femmes du comité font preuve, pour les conserver et les consolider.

